

Pas de châteaux en Espagne

La grève générale en Espagne, jeudi dernier, a été largement suivie. Cette fois, les jeunes indignés étaient au coude à coude avec les travailleurs.

C'était une première riposte à un projet de loi du gouvernement destiné à faciliter les licenciements, réduire les indemnités, flexibiliser les horaires et réduire les salaires. Qui s'ajoute à des réductions de budgets de santé, d'éducation, de logement et d'aides aux handicapés, sur fond de hausses de prix. Sous prétexte de difficultés économiques qui comme ici, ne sont pas pour tout le monde : l'Espagne aussi a ses patrons cousus d'or.

N'oublions pas que les premières mesures d'austérité en Espagne ont été l'œuvre d'un gouvernement Zapatero, socialiste. Exactement comme les premiers plans d'austérité drastiques en Grèce ont été lancés par Papandréou, socialiste. Ces deux-là ont dû laisser la place, tant leur politique était décriée. Et les gouvernements, de droite ou d'union gauche-droite, qui leur ont succédé approfondissent les mêmes mesures anti-ouvrières.

Quel changement ?

Voilà qui donne quelques doutes sur les perspectives de changement que certains nous brossent, ici en France, si Hollande succédait à Sarkozy. Fichue alternance, qui change les têtes pour poursuivre la même politique contre les travailleurs !

Certes, nombreux sont ceux qui souhaitent que Sarkozy « dégage ». Et nous ne le pleurerions pas. Mais c'est sa politique qu'il faudra dégager, celle des patrons et des banquiers, et toute leur cohorte d'actionnaires et de millionnaires. D'autant plus riches qu'ils nous pressurent davantage. Hollande s'apprête-t-il à autre chose que les égratigner ? Cette campagne se mène à coups de petites phrases prétendues assassines : Hollande pour reprocher au président sortant son amnésie, Sarkozy pour accuser son concurrent d'incompétence. Mais de s'entendre en tout cas pour ne proposer que de ridicules sparadraps aux plaies béantes des licenciements, du chômage, des salaires. Et ne parlons pas de Marine Le Pen, qui profite de l'écœurement populaire pour

distiller son venin xénophobe et diviser les travailleurs.

Alors Mélenchon, lui, n'a-t-il pas des propos plus musclés contre les riches ? Ne se flatte-t-il pas d'être révolutionnaire ? N'appelle-t-il pas à rien moins que « prendre le pouvoir » ? Mais simplement en votant bien le 22 avril, après quoi lui seul pourrait faire le reste ? Son insistance à tempérer ses appels à la révolution en précisant qu'elle sera « citoyenne » ou « civique », c'est-à-dire bien sage et respectueuse de l'ordre capitaliste existant, est tout un programme.

Mais pas le nôtre. Oui les travailleurs ont des intérêts généraux et immédiats à défendre :

- **Pas question de payer leur dette.** C'est dans les coffres des banques, renflouées avec notre argent, qu'il faut puiser.
- **Contrôle des comptes des entreprises.** Elles nous mettent à la porte ou bloquent les salaires sous prétexte de difficultés. Mais elles arrosent leurs actionnaires et offrent des salaires mirifiques à leurs dirigeants. Contrôlons où passe l'argent produit par notre travail.
- **Interdiction des licenciements.** Que nous imposerons à condition de nous unir, salariés de Florange, de Citroën, de Petroplus...
- **Création de centaines de milliers d'emplois** dans l'éducation, les hôpitaux, les transports. Une revendication qui concerne toute la population frappée par la dégradation des services publics.
- **Augmentation générale des salaires**, pensions et minima sociaux d'au moins 300 € pour tous, et pas de revenus inférieurs à 1 700 €.
- **Régularisation de tous les sans papiers.**

Un programme de lutte

Pour imposer ces mesures vitales, quel que soit l'élu de la présidentielle, il nous faudra engager des luttes d'ampleur, les faire converger dans une riposte nationale, et faire ainsi basculer le rapport de forces en faveur des classes populaires.

C'est ce que disent dans cette campagne Nathalie Arthaud de Lutte Ouvrière et Philippe Poutou du NPA.

Pour approuver cette perspective et préparer le troisième tour, celui des luttes sociales, le seul qui pourra compter, nous vous appelons à voter pour notre camarade Philippe Poutou, ouvrier dans l'automobile.

Sur le chemin des luttes

Cela faisait longtemps que l'ingénierie et les usines ne s'étaient pas mobilisées ensemble. Mercredi 21 mars, 1 500 salariés venus de tous les sites Renault se sont retrouvés devant le 13/15 à Boulogne pour réclamer des augmentations de salaire. Un succès, même si ce nombre n'est pas suffisant pour faire reculer la direction. Et une voie à poursuivre.

La petite bête qui monte

Jeudi 29 mars, 150 salariés se sont encore retrouvés dans la Ruche pour protester sur les salaires. Globalement la mobilisation lors de ces NAO a été plus forte que l'an dernier. Il faut dire que la direction fait tout pour que la colère monte.

Embauches au compte-goutte

En 2012, Renault prévoit d'embaucher seulement 64 cadres et 10 techniciens au Technocentre. Cela ne compensera pas les départs que la direction encourage avec la GPEC. Et comme les déménagements venant d'autres sites sont stoppés avec l'arrêt du Projet Renault Losange, les effectifs de l'établissement vont même baisser en 2012.

La politique du prestataire brûlé

Certains services sont sommés d'atteindre une réduction de 30 % de leur prestation en 2012. A l'IV ce sont plusieurs centaines de prestataires qui pourraient déguer. 2 500 prestas sont aussi concernés à PSA.

La direction assure que la charge de travail n'augmentera pas car les projets seront réduits en conséquence (on attend de voir) ou envoyés dans les RTx (rassurant). L'activité est pilotée désormais par le Free Cash Flow et la MOP : le monde à l'envers !

La transparence ? Chiche !

Chaque salarié va bientôt recevoir son Bulletin Social Individuel (BSI) récapitulant sa rémunération et ses « avantages sociaux ». La direction souhaite « apporter plus de transparence et de clarté sur la politique de rémunération » et surtout calmer le mécontentement actuel sur les salaires en faisant de la « pédagogie ». En fait, ces « avantages » sont bien souvent des droits acquis suite à des luttes sociales.

Pas de transparence par contre sur les avantages des membres de la direction et le montant de la PPG.

Méthode CouHay

À en croire les résultats de l'enquête Hay, tout va pour le mieux chez les salariés du Groupe, de plus en plus engagés, satisfaits de leur environnement de travail et des plans d'action. Seuls ces grincheux de Français et de Coréens ne comprennent pas leur bonheur, particulièrement à Guyancourt.

En 2011, cette enquête n'a concerné qu'un échantillon de salariés afin de limiter les coûts. Il faut faire mieux en 2012 : la supprimer totalement.

Les pointés, comptez-vous

La mise en service du pointage va encore être reculée d'un mois. Annoncée au mois de mars, puis en avril, le badgeage devrait débuter en mai... si rien ne change d'ici là. L'accord censé limiter les dépassements d'horaires avait pourtant été signé en mai 2011, mais c'est une usine à gaz. Seule certitude : les chefs d'UET vont avoir du boulot pour gérer le système. Mais ils pourront rester travailler le soir : les cadres sont exclus du pointage.

Fiat lux*

Le PDG de Fiat, Marchionne, nous fait part de ses lumières : il appelle à réduire de 20 % les capacités de production automobile en Europe, soit l'équivalent de 10 usines : « *Lançons ce processus d'ajustement et repartons ensuite de zéro sur une base saine. Ce sera douloureux pendant douze mois, mais faisons-le !* ».

Nous voilà prévenus. Pour conserver nos emplois, il faudra se battre tous ensemble et ne pas se laisser enfermer dans une bataille site par site. (* que la lumière soit)

Méloussa des problèmes ?

Le magazine Global fait l'éloge du site de Tanger. Bien sûr pas un mot sur les quatre travailleurs morts durant la construction de l'usine, ni sur les habitants de la région expropriés pour construire le site et interdits de manifester, ni sur le turn-over actuel dû à des salaires trop bas vu le coût de la vie à Tanger. Global se veut le « magazine des salariés de Renault ». Puisque c'est la direction qui le dit.

PRV : Privés de Ressources en Vitesse

107 anciens salariés de Flins et de Sandouville ont déposé aux prud'hommes une demande d'annulation de leur contrat conclu en 2009 dans le cadre du Plan Renault Volontariat. A l'époque, Renault leur promettait 9 mois de congés de reclassement et 3 ans d'allocations chômage afin d'atteindre la retraite. Sauf que depuis, l'âge de la retraite a reculé et ils sont sans ressources pour une durée allant jusqu'à 30 mois. Certains ont dû se mettre à l'intérim à 58 ans.

Le 28 mars, ils sont allés devant l'Atelier Renault des Champs-Élysées où ils ont remis un faux-chèque de 25,5 millions d'euros, le montant de la subvention européenne touchée par Renault pour le PRV.

Délit de sale gueule

La Cour de cassation vient de confirmer la condamnation de Renault pour « discrimination raciale dans l'emploi » envers un cadre de Billancourt embauché en 1970. La moindre progression salariale de Boubakar Soumaré avait entraîné un manque à gagner estimé à 34 800 euros par an par rapport à ses collègues de même niveau. Renault a été condamné à lui verser 249 000 € de dommages et intérêts. Un jugement que Renault a tenté de faire casser. Perdu.